

Le ministre a ajouté que la proposition ambitieuse d'Ottawa traitait de la prolifération des armes nucléaires, du renforcement du Régime de contrôle de la technologie des missiles, des armes biologiques et chimiques et des armes conventionnelles. Au chapitre des armes conventionnelles, le «Programme d'action» stipulait :

Nous exhorterons les principaux exportateurs d'armes à se réunir pour s'engager officiellement à faire preuve de plus de discernement en ce qui concerne les exportations d'armes conventionnelles, c'est-à-dire à plus de transparence et de retenue et à engager des consultations lorsque certains pays semblent se constituer un arsenal excessif.

Nous préconiserons la mise sur pied rapide d'un système d'échange d'informations sur les transferts d'armes, et que tous les pays examinent sérieusement les recommandations du Groupe d'experts des Nations Unies qui étudie actuellement la question de la transparence en matière de transferts d'armements.

Nous proposerons que les 22 signataires du Traité sur les FCE acceptent de veiller à ce que les armes visées par l'accord ne soient pas exportées vers des régions de conflit.<sup>6</sup>

Dans un premier temps, les réactions à la proposition canadienne n'ont pas semblé encourageantes. On a critiqué le choix de l'année 1995, car on craignait que le renouvellement du TNP, en coïncidant avec un ensemble d'objectifs plus généraux et plus complexes en matière de limitation des armements, ne soit compliqué. Plus précisément, la proposition d'Ottawa semblait susciter peu d'enthousiasme à Washington. Tel était encore le cas lors de la visite du président américain au Canada. Lors d'une conférence de presse conjointe, les journalistes ont demandé à M. Bush s'il appuyait l'idée d'un sommet mondial et il a répondu : «Je ne sais pas exactement quelle serait la structure adéquate, mais, de toute évidence, l'idée comporte des avantages (...) [M. Mulroney] ne m'a pas demandé d'appuyer cette proposition et, encore une fois, j'aimerais en parler avec lui avant d'en dire plus.» Plus tard au cours de la conférence, après que M. Bush eut réitéré la position de son pays, à savoir, que les États-Unis continueraient à vendre des armes aux pays du Moyen-Orient de leur choix, le premier ministre Mulroney a réagi comme suit :

Nul ne peut s'empêcher d'être frappé par le fait que la plupart des armes déployées au Moyen-Orient ont été vendues aux différentes factions par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Il est tout à fait absurde d'essayer, d'une part, de prévenir la guerre et, d'autre part, de la propager en appliquant des politiques qui, autrefois, ont mené à ce genre de situation. C'est pourquoi le Canada croit

---

<sup>6</sup>Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, «Proposition pour un sommet mondial sur les instruments de guerre et les armes de destruction massive», *Document d'information*, 8 février 1991.